

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72-D La Source

PAGE 2

**Meeting international du
Parti communiste
marxiste-léniniste
de Belgique**

**Le «Manifeste du
Parti communiste»
toujours actuel**

Editorial

«Votez utile» ce n'est pas voter Marchais !

Depuis quelques temps déjà, la campagne politique des dirigeants du PCF se résume à ces deux mots : « Votez utile ».

Qu'est-ce à dire ? La rivalité entre Marchais et Mitterrand est désormais un fait connu du commun des électeurs comme il est connu que le rapport des forces au niveau électoral est en faveur de Mitterrand.

Alors Marchais a changé de tactique. Ses intérêts de politicien bourgeois avide de pouvoir lui commandent la souplesse à l'égard de ce qu'il appelait naguère encore la « racaille gauchiste », et ce fut l'appel de Catala au meeting, Porte de Versailles, la fameuse « lettre à un ami de Mai 1968 », dans « France Nouvelle », etc.

A la barre de fer, Marchais a temporairement substitué le sourire racoleur. Pourquoi ?

D'une part parce que l'opération « barre de fer » ne lui a pas profité, que de nombreux militants sont en complet désaccord avec ces méthodes même s'ils sont loin d'être d'accord avec tout ce que nous disons.

D'autre part, parce qu'il a besoin de ces voix pour espérer enrayer l'avance électorale du PS. Alors son « votez utile », ressemble fortement à « soutenez-moi contre le méchant Mitterrand qui ne respecte pas ses engagements ». Alors son « votez utile », c'est « faites-moi confiance une dernière fois ». Eh bien, non nous refusons de « voter utile ». Nous refusons la politique antipopulaire de chômage et de misère de la clique pourrie qui nous gouverne. Nous refusons ce système capitaliste qui assassine et mutilé les ouvriers. Nous refusons ce système capitaliste où une minorité d'exploiteurs dicte sa conduite à la majorité du peuple, parle de démocratie et arrête les militants révolutionnaires, bafoue les droits démocratiques.

Mais nous refusons aussi quelque confiance que ce soit à Marchais qui vient de redécouvrir le passé de Mitterrand. Nous refusons de voir à une grande échelle ce que font les municipalités PCF à une petite échelle : création de syndicats CGT à l'exclusion de tout autre, licenciements de communaux comme à Brétigny, à Saint-Denis, etc.

Nous refusons de « voter utile » parce que pour nous, cela signifierait appuyer un bourgeois contre un autre bourgeois, Marchais contre Mitterrand.

Et cela nous l'expliquerons aux militants, adhérents, sympathisants du PCF. Avec eux, il n'y a pas d'antagonisme de fond. Comme nous, ils ne veulent plus du capitalisme. Marchais, lui, ne veut pas du socialisme, cela nous devons leur expliquer.

La tendance est à la discussion franche, ouverte avec les militants du PCF dans nombre d'endroits, cela est positif, et l'opération « votez utile » comme l'opération « barre de fer », risque de se retourner contre Marchais. Pourquoi ?

Parce que tout simplement les militants de base du PCF avec qui nous discutons à l'usine, sur les marchés, voient d'un autre œil les « petits bourgeois » que Marchais prétend que nous sommes.

Ils voient d'un autre œil « les gauchistes-fascistes-drogés-payés-par-Ponia-Giscard » qu'on leur a toujours présentés.

Cela est extrêmement positif et encourageant car même si ces militants adhérents, sympathisants du PCF votent « utile », les discussions que nous avons avec eux sont autant de liens fraternels que nous tissons avec des camarades de combat.

MENDES-FRANCE NOUS PROMET DES LENDEMAINS QUI DECHANTENT

Voir notre article page 5

Nous commentons en page 5 une interview accordée par Pierre Mendès-France au journal « Le Nouvel Observateur ». Mendès-France est le conseiller de

la gauche « non-communiste ». On parle même de lui comme futur ministre d'un éventuel gouvernement de gauche... un homme bien informé.

Que se passera-t-il après le 19 mars, si la gauche est majoritaire ? C'est une question que se pose beaucoup de monde. Mendès-France y répond en détail. « Il y aura une passe difficile avant que toutes les réformes ne portent leurs fruits », dit-il. Il conseille :

attendre et faire confiance.

Mais la confiance, ça se mérite. Les électeurs du PCF, du PS ou des radicaux de gauche sont-ils prêts à faire confiance aveuglément à Mitterrand-Marchais et Giscard regroupés dans un même gouvernement ? Nous ne le croyons pas !

Or, c'est bien ce type de gouvernement que prévoient à ce jour à la fois Giscard, Mitterrand, Marchais et Mendès-France.

(Voir notre article page 5)



Mendès-France : Serait-ce le premier ministre de Mitterrand ?

• **Chine**

Après la clôture de la 5e Assemblée nationale populaire

Lundi, de grandes manifestations ont eu lieu, en Chine, pour saluer la clôture de la 5e Assemblée nationale populaire. Une nouvelle constitution est issue de cette 5e Assemblée. Le

maréchal Yeh Chien-ying a été élu à la présidence du comité permanent de 175 membres. Teng Hsiao-ping est vice-premier ministre et Houa Kuo-feng est chef du gouvernement.

Mineurs américains Non à la nouvelle convention collective !

Dimanche les 160 000 mineurs américains en grève étaient appelés à se prononcer sur le nouveau projet de contrat de travail négocié entre le patronat, le syndicat UMW et accepté par ce dernier.

Cela s'est traduit par un non massif des grévistes. Après un dépouillement partiel du scrutin qui indiquait déjà une écrasante majorité contre l'acceptation de la convention collective, le trésorier de l'UMW devait en prendre acte en déclarant : « Il semble que ce contrat ne va pas l'emporter. » Le dépouillement final lui a donné largement raison !

La Maison blanche était donc, lundi, sur le point de prendre une décision faisant appel à la force pour briser cette grève des mineurs des Appalaches qui dure maintenant depuis

trois mois. Cette grève est également efficace, puisque, affectant la moitié de la production charbonnière des USA, elle a déjà contraint un certain nombre d'Etats fédéraux à réduire leur consommation d'électricité.

Carter qui a conféré toute la nuit de dimanche à lundi avec son secrétaire d'Etat au Travail pourrait faire appel dès lundi soir à la loi Taft-Hartley qui lui permet de demander à la Justice d'ordonner une reprise du travail pendant 80 jours.

(Suite page 2)

Meeting international du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique

Le « Manifeste du Parti communiste » toujours actuel

Samedi après-midi, s'est tenu à Bruxelles un meeting international organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique à l'occasion du 130^e anniversaire du « Manifeste du Parti communiste » écrit par Marx et Engels en 1847.

L'ambiance était chaleureuse et enthousiaste. Ce rassemblement, qui débuta par des chants révolutionnaires chantés par la chora-

le du KPD, a réuni six partis et organisations marxistes-léninistes qui sont intervenues chacune à leur tour. L'Union des Communistes

du Luxembourg, la Ligue Communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne, le Parti marxiste-léniniste des Pays-Bas, le Parti communiste d'Allemagne, les Communistes marxistes-léninistes de France et bien entendu, le Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique.

La première intervention était celle des camarades luxembourgeois qui ont montré en quoi le « Manifeste » était fondamental pour les mouvements ouvriers d'alors en expliquant que reconnaître que la lutte de classes existe n'est pas suffisant mais qu'il faut également que le prolétariat s'organise de manière autonome et qu'il impose à la suite de la prise du pouvoir sa dictature, qui est la dictature de la majorité sur une infime minorité formée des exploités.

Le président de la Ligue Communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne a expliqué comment pouvait s'appliquer dans un cas concret celui de son pays la théorie

marxiste-léniniste et la pensée maotsetoung : « Évidemment, nous n'oublions pas les ennemis qui, à l'échelle mondiale n'atteignent pas la même puissance que les deux supergrands. En Grande-Bretagne, nous devons lier la lutte pour l'indépendance nationale à la lutte contre l'ennemi principal de la classe ouvrière et du peuple britannique : la bourgeoisie monopoliste britannique, pour la révolution socialiste et la dictature du prolétariat ».

Le Parti marxiste-léniniste des Pays-Bas était représenté par le camarade Pettersen, secrétaire du Comité Central. Son intervention portait essentiellement sur la manière dont il faut utiliser le « Manifeste » à l'heure actuelle ainsi que toute la théorie marxiste-léniniste qui est « une théorie souple et vivante, qui se renouvelle et doit se renouveler constamment sous la direction de ceux pour qui elle signifie la libération de l'oppression, de l'exploitation capitalistes et impéria-

listes. C'est-à-dire sous la direction du prolétariat ».

Le camarade Christian Zemmler pour le KPD, a expliqué le lien qui existe entre l'indépendance nationale et la révolution : « C'est précisément à l'est de notre pays, en RDA que le mouvement oppositionnel progressiste, dégoûté par les décombres du verbiage de la nouvelle bourgeoisie, se tourne de nouveau vers les grandes œuvres des classiques, vers l'acte de naissance du socialisme scientifique. Et en Allemagne de l'Ouest, les révisionnistes modernes, épouvantés, sont confrontés aux débuts d'une large discussion des forces progressistes sur les bases du socialisme et du communisme ».

Jacques Jurquet, au nom des communistes marxistes-léninistes de France, a expliqué comment la théorie marxiste-léniniste a évolué depuis le « Manifeste » en fonction de l'évolution de la situation concrète, comment les apports de Lénine et de Mao-Tsé-toung,

étaient liés aux transformations du monde et aux nouvelles contradictions qui sont nées.

Le camarade Fernand Lefebvre, au nom du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique a clos le meeting par une intervention enthousiaste et encourageante pour tous les communistes de Belgique et d'ailleurs présents dans la salle, un enthousiasme que l'on trouve dans ces quelques lignes extraites de son discours : « Les partis de la bourgeoisie peuvent parler en maîtres, et les révisionnistes, surtout là où ils arborent leur obésité électorale, peuvent sembler avoir de la vitalité. Mais nous savons bien, nous, camarades, que c'est un faux semblant. Ils n'ont qu'une apparence de force. Ce sont des tigres en papier, des colosses aux pieds d'argile, ils portent la mort dans leurs flancs. Nos petits partis et organisations sont ce qui naît et se développe. Ils sont porteurs de la vie. Ils sont porteurs de l'avenir.

• Allemagne de l'Ouest Pas de journaux depuis la semaine dernière

L'impression de tous les grands quotidiens d'Allemagne de l'Ouest est bloquée depuis la semaine dernière, suite à la grève des travailleurs de leurs imprimeries et des différentes mesures de lock-out prises par le patronat.

Les travailleurs sont entrés dans la lutte pour s'opposer aux menaces de licenciements auxquels veulent procéder les patrons en remplaçant les vieilles machines par un équipement électronique ultramoderne.

Dans un premier temps, les bonzes du syndicat Dru-Pas avaient signé des accords avec le patronat. Ils ont ensuite dû faire marche arrière en raison de la colère des travailleurs qui ont voté la grève à une très forte majorité. Mais ils essaient actuellement de manœuvrer pour faire reprendre le travail.

A noter que ce mouvement de lutte des travailleurs du livre survient moins de deux ans après les puissantes grèves qu'ils avaient menées au printemps 1976 et qui avaient déjà paralysé l'impression des grands quotidiens allemands. Il vient aussi moins d'un mois après les grèves des dockers et en même temps que des mouvements revendicatifs dans la métallurgie.

Nouvelles de la Corne de l'Afrique

L'offensive soviéto-cubaine se poursuit dans la corne de l'Afrique. Après Harrar qui était tombée entre leurs mains la semaine dernière, il semble que la ville de Jijiga, point stratégique de valeur capitale, soit tombée ce week-end après une opération aéroportée de blindés soviétiques à l'arrière des forces somaliennes. La prise de Jijiga a toutefois été démentie par l'ambassade somalienne à Londres.

Les USA commencent à s'inquiéter de l'ampleur de l'intervention soviétique en Éthiopie. Une déclaration publiée vendredi dernier par le département d'État souligne en particulier que le ravitaillement des USA en pétrole est remis en cause.

« L'introduction de troupes soviétiques et cubaines en Éthiopie, spécialement quand elle a lieu sur un telle échelle, amène inévitablement des considérations de stratégie de superpuissance dans ce qui aurait été, sans cela, une question presque entièrement africaine », affirme le document.

Le président Gaafar El Nimeiry, chef de l'État soudanais a souligné vendredi que la fin de la présence soviétique et le retrait des troupes cubaines étaient indispensables pour arriver à un règlement pacifique de la situation dans la corne de l'Afrique en particulier, en Afrique en général.

« Je voudrais dire à l'Union soviétique, à ses alliés et à ses agents que l'amitié entre les peuples ne peut pas être atteinte par l'oppression. L'intérêt des peuples, a-t-il ajouté, ne passe pas par l'invasion, et la paix en Afrique ne peut pas s'établir à l'ombre d'une présence étrangère au continent ».

Le président soudanais a enfin renouvelé ses offres de médiation entre la Somalie et l'Éthiopie, et entre le gouvernement d'Addis Abeba et « la révolution érythréenne ».

MINEURS AMERICAINS EN GREVE Non à la nouvelle convention collective

(Suite de la page une)

Mais cette mesure risque de faire long feu. Dans le passé, cette loi a été invoquée à trois reprises pour régler un conflit charbonnier mais elle n'a jamais été suivie d'effet, les mineurs refusant de céder à l'ordre de réquisition.

Pour tenter de diviser les grévistes sur cette question, les pressions de toutes sortes se multiplient. L'UMW a loué des temps d'émission à la télévision pour vanter les mérites de la convention. Le gouverneur de Pennsylvanie a proposé dimanche d'offrir aux mineurs le salaire prévu par la Convention qu'ils viennent de rejeter, pendant la période de reprise temporaire du travail.

Mais dans les centres miniers, les grévistes semblent bien décidés à ne pas céder aux ordonnances judiciaires. Ils se sont répartis leurs bons d'alimentation au début du mois, ce qui leur permet de tenir trente jours encore. Les centrales électri-



Assez des manœuvres de Miller ! Un mineur chasse l'avocat de l'UNW.

ques américaines seront à court de charbon avant cette date.

Il restera au gouvernement la possibilité de prendre le contrôle des carreaux de mines occupés par les grévistes. Mais même le président de l'UMW, Arnold Miller, a déclaré que « toute action de la part du gouvernement provoquerait de

la violence dans les charbonnages ». Une violence qui a déjà largement commencé contre les grévistes puisque deux grévistes ont déjà été tués par les milices armées du patronat.

La lutte se fait également plus dure à l'intérieur du syndicat où Miller a menacé de sanctions les responsa-

bles syndicaux opposés au nouveau contrat.

Mais dans les carreaux des mines occupés, la détermination ne faiblit pas et il n'est pas question de reprise tant que le patronat n'aura pas cédé sur la reconnaissance du droit de grève.



Les pauvres !

La société des magasins « Carrefour » vient de rendre public son « bénéfice d'exploitation pour 1977. Ce bénéfice s'élève à 335,1 millions de francs. En 1976, il était de 257,9 millions de francs. L'accroissement de ce bénéfice en un an a donc été de 30 %.

Dans les autres pays impérialistes, les affaires ne vont pas mal à ce qu'il semble. En Angleterre, la « Barclays Bank » annonce, elle, une augmentation de 35 % de son bénéfice imposable. Net d'impôt, le bénéfice s'est accru de 46 %.

Au Japon cette fois, la firme Matsushira annonce pour l'exercice terminé le 20 novembre dernier, un chiffre d'affaires et un bénéfice record. Le bénéfice de

cette firme progresse en un an de 19 %.

Revenons en France avec Finextel, cette association de banque qui prête de l'argent aux PTT à un taux fort pour financer le développement du réseau téléphonique. Elle annonce un bénéfice net de 144,79 millions. Elle n'indique pas l'évolution de ce bénéfice mais le coupon Finextel augmente de plus de 17 %.

Le bénéfice net de la « Compagnie Internationale de banque » progresse de 31,82 %.

Après ça, Barre viendra pleurer pour qu'on se serre la ceinture. Il est vrai que plus on se la serre et plus les capitalistes annoncent des profits en hausse. On travaille pour eux.

L'austérité pour «l'Humanité»

En France : c'est Barre En Italie : c'est bien

L'Humanité titre sur un ton de victoire ce lundi : « En Italie, la Démocratie chrétienne ne peut plus faire la loi ».

Disons qu'elle fera désormais la loi avec d'autres avec surtout l'homologue de Marchais, Berlinguer : « Pour la première fois depuis trente ans, l'état-major de la DC était conduit non sans déchirements internes à décerner aux communistes... un certificat d'aptitude à gouverner ».

Le Parti communiste italien vient en effet d'entrer

déficit de la balance des paiements (l'équilibre entre l'argent qui entre et celui qui sort). C'est ce que pudiquement, l'Humanité appelle redresser l'économie nationale, qui rappelons-le au journal du PCF, est tout ce qu'il y a de plus capitaliste.

Autre moyen de redresser cette économie en crise : réduire le déficit budgétaire.

Les malades paieront plus cher les visites médicales afin d'alléger les charges de la Sécurité sociale italienne. C'est ce que l'Humanité commente ainsi lundi dernier en parlant des déclarations de Berlinguer : « S'il a parlé "d'une austérité économique rigoureuse", c'est pour préciser qu'elle devait "d'abord viser ceux qui possèdent le plus" ».

Les riches sont-ils les seuls à consommer de l'électricité, de l'eau, du gaz, à utiliser les trains et les

sedent le plus » et pas pour les plus pauvres. Mais qui souffre le plus de telles hausses et du blocage des salaires sinon les plus pauvres ? « l'Humanité » ment.

Quant au prétendu « objectif numéro un, l'emploi » on ne parle plus de chômage non plus en Italie, on ne fait qu'organiser « la mobilité de l'emploi ». Nuance ! comme dirait Beullac, qui sait de quoi il parle ? Mais aucune mesure concrète n'existe pour améliorer la situation de l'emploi et pour cause ! Le redressement économique de l'économie capitaliste italienne passe par les licenciements, comme elle passe par le blocage des salaires et la hausse des prix. Il faut en effet relancer les investissements mais comment, sinon en faisant payer les travailleurs, et en faisant des cadeaux aux patrons... C'est cela aussi le redressement économique à la Berlinguer !

Berlinguer, lui, a très clairement défini sa politique qui est, comme le révèle « l'Humanité » : « Une austérité économique rigoureuse ». L'autre face de cette politique est « la défense de l'ordre public », c'est-à-dire la répression pour laquelle la direction du PCI est partie prenante.

Ainsi, « l'Humanité » ment sur l'Italie. Marchais dénonce Soares et Schmidt, que ne parle-t-il pas de son ami Berlinguer et de sa politique ? Et pourquoi donc Marchais n'en parle-t-il pas ? Si un jour, en effet, il était au gouvernement, il se pourrait bien que... Vous avez compris. L'exemple italien n'est pas très intéressant à utiliser en cette période électorale pour un dirigeant qui prétend lutter contre l'austérité.

Chanson

Chanson des élections

Sur l'air de « La chanson des pommes de terre »

1 - J'ai une histoire à raconter (bis)
Qu'est quand même assez compliquée (bis)
C'est une histoire à urnes, oui bien
Qui me casse les burnes, et vous m'entendez bien ?
oui, nous t'entendons bien.

L'autre soir, en sortant d'atelier (bis)
V'là qu'on distribue des papiers (bis)
Faut voter pour Chirac, oui bien
Ou quelqu'un du même sac (SAC),
et vous m'entendez...

Ils disent que l'ordre doit régner (bis)
Dans l'huile alors, ça va baigner (bis)
Qu'ils viennent donc ces mariolles, oui bien
S'mettre les mains dans l'pétrole,
et vous m'entendez...

2 - Figurez-vous qu'le soir d'après (bis)
V'là qu'on r'distribue des papiers (bis)
Voter pour le PS, oui bien
Et tout un tas d'promesses,
et vous m'entendez...

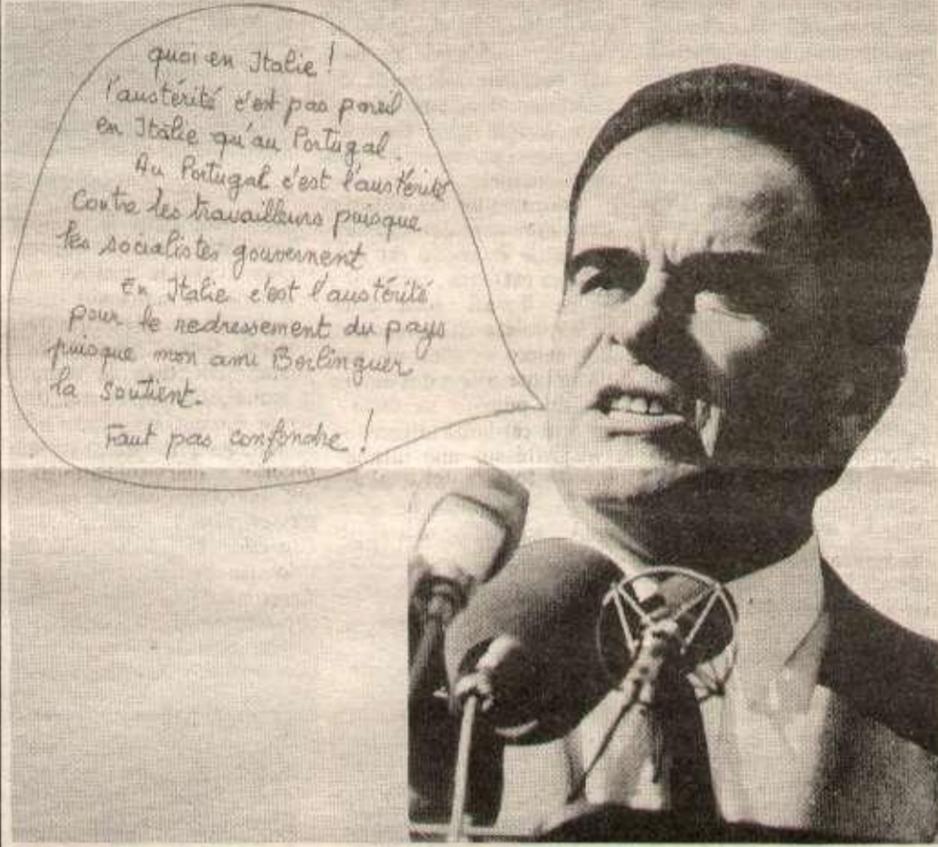
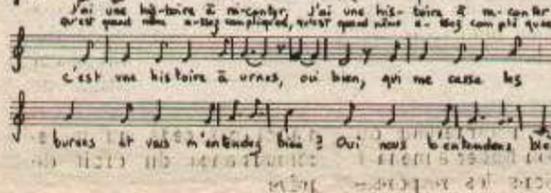
Quand ils étaient au ministère (bis)
En Algérie, ils f'saient la guerre (bis)
La misère, la souffrance, oui bien
Pour moi, ils s'en balancent,
et vous m'entendez...

3 - Figurez-vous qu'le soir d'après (bis)
V'là qu'on r'distribue des papiers (bis)
Votez PC en chœur, ou bien
Vous nag'rez dans l'bonheur,
et vous m'entendez...

Z-ont des municipalités (bis)
Où-ce qu'on n'y est pas mieux logés, (bis)
Veulent même qu'y ait plus de flics, oui bien
Servant la République, et vous m'entendez...

4 - La conclusion, vu d'ma machine (bis)
C'est qu'on nous roule dans la farine (bis)
On vote et on r'commence, oui bien
La valse des cadences, et vous m'entendez...

Moi, je suis sûr qu'la solution (bis)
Viendrait jamais des élections (bis)
Mais quand les prolétaires, oui bien
Ils foutront tout en l'air, et vous m'entendez bien ?
Oui, nous t'entendons bien.



dans la majorité parlementaire qui soutient le gouvernement Andreotti. C'est comme si Marchais entrait dans la majorité giscardienne, et si les Giscard, Barre, Chirac, etc. se félicitaient de cette collaboration. « Mais une majorité pour quoi faire ? » s'interroge l'Humanité, tout en donnant la réponse : « pour permettre l'application et le contrôle d'un programme de gouvernement... Les syndicats entendent dire leur mot dans la gestion du pays, leur mot sur la manière de gouverner et sur la composition du gouvernement. Leur objectif numéro un est l'emploi, les femmes, les jeunes, les marginaux. Un levier pour redresser l'économie ».

Or, telle n'est pas justement la politique d'Andreotti et de son nouvel allié Berlinguer. L'objectif numéro un de la nouvelle majorité italienne et de son programme, c'est l'austérité et non le chômage comme le dit mensongèrement le journal du PCF. En premier lieu ce programme prévoit de bloquer les salaires à la manière de Barre en France.

Le blocage des salaires est destiné à réduire la consommation des travailleurs afin de diminuer les importations et de réduire le

Comment ? En augmentant les prix des tarifs publics, transports, électricité, eau, gaz, chemin de fer, téléphone. Les dépenses du gouvernement pour la santé sont réduites. La Sécurité sociale ne remboursera plus les trois premiers jours de ma-

transports en général. Sont-ils les seuls à être malades ? Il n'y a que « l'Humanité » pour faire semblant de le croire, à moins qu'elle prenne les travailleurs pour des imbéciles.

Comme si les hausses étaient pour « ceux qui pos-

• La Chapelle-sur-Erdre (Loire-Atlantique) Quand l'arbre cache... la spéculation

A La Chapelle-sur-Erdre comme dans bien des communes proches des villes la spéculation va bon train.

En février 1969, Mme Halgan, reprenait à la Coutancière, les terres de deux exploitations agricoles et expulsait le fermier d'une troisième. La raison invoquée : elle voulait elle-même exploiter ces terres en plantant sur une partie d'entre elles des arbres : sapins, peupliers, etc. La loi bien entendu, lui était acquise ainsi que le soutien du pouvoir. Le préfet et autres personnalités lui apportaient tout leur appui contre les protestations et manifestations. A plusieurs reprises,

les forces de police étaient intervenues pour protéger les jeunes plantations qui avaient été financées par les Eaux et forêts avec à la clé un autre cadeau de taille lui aussi : l'exonération d'impôt foncier pour une durée de trente ans.

Cela, c'était donc en 1969. Or, depuis deux ans, les terres de la Coutancière plantées en partie d'arbres sont en lotissement et l'an dernier, aucun préfet, aucun policier n'est venu protéger les deux hectares de jeunes sapins de trois ou quatre mètres de haut contre les bulldozers du promoteur Gouguenheim.

Devant ce nouveau scan-

dale, quelques questions se posent :

- Depuis quand étaient prévus les lotissements de la Coutancière ?

- De combien les sapins ont pu permettre d'accroître les profits de la spéculation foncière ?

- Les sommes versées en subvention (pour la plantation d'arbres) ou exonération ont-elles été restituées ?

Giscard peut faire des déclarations sur l'aménagement du territoire sur ceci ou cela, ses propres services couvrent la spéculation au détriment des fermiers et des petits paysans.

D'après l'APL



Des femmes en lutte toujours et partout !

Le 8 mars est la journée internationale des femmes en lutte. A cette occasion, de grandes manifestations ont lieu dans le monde entier. Celle de Paris le 4 mars dernier a réuni 2 500 femmes.

Depuis plusieurs années, la voix des femmes s'est élevée avec force contre la double exploitation qu'elles subissent au travail et à la maison. Bien entendu, cela ne signifie pas qu'avant mai 68, les femmes ne se battaient pas, mais leurs luttes ont pris une grande ampleur tant au niveau des problèmes spécifiques (avortement, contraception) qu'au niveau plus général de la lutte pour l'emploi et la solidarité ouvrière.

Toute l'histoire du mouvement ouvrier international et national est jalonnée de la combativité des femmes : Flora Tristan, Louise Michel, Clara Zetkin, Rosa Luxembourgeois, Mamma Jones, et des

par leurs luttes, secouent le joug de l'idéologie bourgeoise qui prétend les ramener au rôle de bonne mère, bonne épouse.

Un des aspects les plus criants de l'oppression des femmes est celui de la femme au travail. Si celles appartenant à la bourgeoisie n'ont pas trop de problèmes, à ce niveau, certaines sont PDG et c'est de celles-là qu'on nous rabat les oreilles à la télé, la majorité d'entre elles qui sont issues du prolétariat, de la petite bourgeoisie et de la petite paysannerie connaissent d'énormes difficultés.

Il est important de préciser qu'en cas de boom économique, de guerre, la bourgeoisie fait appel à un grand nombre de femmes. Chacun a pu voir ou a entendu parler des femmes qui tournaient les obus en 14 dans les usines pendant que les maris, les frères, les fiancés, les pères se faisaient massacrer dans les tranchées. En cas de crise économique, les premières licenciées

gagnaient moins de 2 000 F, 62,4 % gagnaient moins de 2 200 F par mois et 75,1 % moins de 2 500 F.

Avec la crise, d'autres chiffres révélateurs apparaissent à nos yeux. 53,1 % des chômeuses sont en réalité des chômeuses. Le nombre de chômeuses a triplé en huit ans (68-76). La durée du chômage des femmes est plus longue que chez les hommes (un mois de plus en moyenne).

Parmi les jeunes, 66% des chômeuses sont des chômeuses. Plus la région est pauvre, en industrie, moins il y a de travail pour elles. Si 53 % des chômeuses sont des femmes, elles ne touchent qu'un tiers des indemnités.

Pour nombre d'entre elles, être chômeuse est une véritable honte, c'est un peu comme une maladie qu'on cache et Barre qui ose parler des chômeuses professionnelles, quel cynisme, quelle honte !!

Et si on parlait de celles qui ont la chance de tra-



Les ouvrières de Saint-Dié, de Lip et de Cerizay manifestent ensemble.

collective, dans le secteur hospitalier (le « dévouement » de la femme, son « instinct » maternel).

82,6 % des femmes ayant leur CAP ou BEP travaillent dans le secteur dit tertiaire (secrétariat, dactylo, sténo, hôpitaux, banques, etc.) et 14,3 % travaillent dans le secondaire et le primaire (industries, agriculture).

Plus le niveau d'étude monte (bac, BTS), moins il y a de femmes, ainsi dans l'électronique, l'informatique, etc.

Voici donc tracés à grands traits rapides quelques aspects de l'exploitation de la femme au travail. Tout ceci est le reflet d'une oppression millénaire d'abord esclavagiste, féodale puis capitaliste qui perpétue les mythes de la beauté, de la féminité, de la maternité, mais qui n'hésite pas à faire trimer les femmes pour le grand profit des capitalistes.

Mais les femmes luttent. Depuis les Galeries de Thionville aux travailleuses du CNRS cette année, la liste est longue. Voici donc quelques autres luttes : la CIP à Cerizay, Lip à Besançon, La Lamière et Defrenne à Roubaix, Mail à Saint-Etienne.

Il y a les femmes solidaires de leurs maris comme à la Solmer (Fos).

Les femmes opprimées et exploitées ont donc toutes les raisons de se révolter contre la société capitaliste injuste, en particulier les femmes de la classe ouvrière et de la petite paysannerie.

Soutenir les luttes des femmes sur leurs propres objectifs, sans jamais s'ingérer dans leurs affaires, est une ligne de démarcation concrète d'avec tous les bourgeois de droite et de gauche qui, sous prétexte de soutien aux luttes des femmes, leur conseillent le bon choix : « Votez X », ou « Votez Z ».

Que les femmes ouvrières et paysannes prennent leurs luttes en mains est un facteur décisif de leur émancipation et de celle de l'humanité toute entière.



Grévistes en 1936.

millions d'autres inconnues telles ces héroïques femmes laotiennes, cambodgiennes, vietnamiennes, palestiniennes, du Zimbabwe, qui, les armes à la main, ont lutté ou luttent pour l'indépendance et la liberté de leur pays.

Ces luttes n'ont rien à voir avec la prétendue année de la femme organisée par la bourgeoisie en 1975. Elles sont le reflet d'une situation nouvelle. La femme acquiert son émancipation par la lutte et lutte pour l'émancipation du genre humain.

L'énorme pression idéologique subie par la femme dans la société capitaliste, si elle a été longtemps un facteur d'étouffement pour elle, se transforme petit à petit en son contraire. Les femmes, surtout les ouvrières,

ce sont les femmes. A l'occasion, pour les inciter à rester au foyer, les bourgeois n'hésitent pas à parler d'augmentation des allocations familiales, de salaire pour la femme au foyer, etc. Apparemment, ce sont deux aspects contradictoires qui traduisent une même réalité : les femmes sont un bouche-trou. Leur rôle est secondaire, marginal.

Dans la classe ouvrière, 61 % des femmes qui travaillent dans l'industrie sont OS, 54 % des travailleurs à la chaîne sont des femmes, alors qu'elles ne représentent que 40 % des ouvriers. 40 % des femmes salariées sont seules avec ou sans enfants.

Du point de vue des salaires, en septembre 1977, 53,9 % des femmes sala-

vaient... Primo pour les patrons, le salaire de la femme est un salaire d'appoint, de quoi acheter la voiture, payer la traite du pavillon, allons-donc.

Le salaire est donc plus bas que celui d'un homme à qualification égale, ancienneté égale.

La formation des femmes est donc laissée de côté. Pas besoin d'être qualifiée pour travailler à la chaîne ! Nombre de femmes sont employées à des travaux pénibles et dans des secteurs en pleine restructuration où les capitalistes licencient par dizaines de milliers : textile, chaussures, commerce, etc.

Nombre d'entre elles sont aussi employées dans de petites usines de sous-traitance, sans convention

La liste des candidats de
union ouvrière, paysanne
ou démocratique
prolétaire
pour élections
le 11 mars 78

La Faucille

JOURNAL PAYSAN
DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Une première victoire des éleveurs
intégrés : 1500 paysans à Laval le
22 février contre une firme d'aliments
« Wessafic, escroc, ton
procès tombe à l'eau ! »

Les changements
ne sortiront pas
des urnes, mais
de la lutte!

DEBATISSE AU CONGRES DE LA FNSEA
«30% de paysans
en moins dans quinze ans»

Bimensuel paysan des communistes marxistes-léninistes de France

A l'occasion du prochain scrutin législatif, le comité de rédaction informe les lecteurs de l'Humanité rouge que le numéro de « La Faucille » de cette quinzaine comporte exceptionnellement douze pages format tabloïd (du type quotidien) avec de nombreux articles d'actualité mais aussi des articles sur la politique agricole de la droite et des programmes des partis bourgeois de la gauche. La résolution du III^e congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France sur le travail du PCMLF à la campagne est également publiée dans ce numéro, ainsi qu'un éditorial intitulé « Etendre et organiser la lutte des travailleurs des villes et des campagnes ».

Ce numéro a été l'objet d'un tirage plus important. Il vous intéresse sans aucun doute et intéressera également vos amis et camarades à la ville et à la campagne. Passez directement commande à l'adresse postale de « La Faucille » : BP 258 75866 Paris Cedex 18. Le prix du numéro est de 3 F.

TARIF D'ABONNEMENT : 1 an : 60 F
LA FAUCILLE BP 258 Paris Cedex 18.
CCP La Faucille 17 564 83 B.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Pierre Mendès-France : si la gauche prend le pouvoir...

IL FAUDRA ATTENDRE ET FAIRE CONFIANCE

Pierre Mendès-France, c'est un peu le monsieur bon conseil de l'Union de la gauche. Il y a environ un an, il conseillait à Mitterrand, dans le numéro un du journal « Le Matin », de ne pas trop promettre. Quelques temps après, le PS résistait aux pressions du PCF, en disant : pas de surenchère.

Ce processus allait jusqu'à la rupture de la gauche. Aujourd'hui, Mendès-France se fait interviewer par le « Nouvel Observateur ». Il déclare : si la gauche arrive au pouvoir, il faudra attendre et faire confiance.

Tout d'abord Mendès-France imagine ce que sera le futur gouvernement.

UNITÉ NATIONALE

Premier temps : Giscard fait appel à Mitterrand et

gérer la crise par une politique d'austérité.

« IL FAUDRA DES MOIS, PEUT-ÊTRE DES ANNÉES »

La deuxième grande

coups de baguette magique à effet instantané.

Conclusion générale : « Il y aura une passe difficile avant que toutes les réformes ne portent leurs fruits ».

PATIENCE, PATIENCE...

« Il faudra faire comprendre que tout le monde n'aura pas tout et immédiatement, que les défavorisés eux-mêmes devront accepter un certain calendrier, un type de vie d'abord un peu moins facile (eh oui, un peu moins facile...) en attendant les progrès et la justice à venir dont on saura qu'on peut enfin y croire », précise Mendès-France.

« Les syndicats seront les intermédiaires entre le gouvernement et l'opinion pour soutenir un travail programmé et échelonné qui justifiera leur coopération ».

Inutile de dire que, dans ces circonstances, la lutte des travailleurs qui trouveraient que cela ne va pas assez vite, la grève par exemple, est une chose à bannir : elle ferait fuir les capitaux, ce qui entraînerait une hausse des prix, des refus d'investissements, etc.

On se retrouve dans la situation suivante : d'une part, Mendès-France et le programme du PS nous disent que l'inflation continuera même avec un gouvernement de gauche et les

La bataille politique de 1978

Mobilisation pour les 100 millions

La campagne de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne bat son plein. Partout en France, les candidats de l'UOPDP, les membres des comités UOPDP, fermement soutenus par les marxistes-léninistes du PCMLF et du PCRML, engagent la discussion et le débat avec les travailleurs.

Cette campagne, on peut l'affirmer d'ores et déjà, rencontre un intérêt certain de la part de tous ceux qui s'opposent résolument aux partis de droite, mais se défient également des promesses des grands partis de gauche qui seraient trop heureux de prendre la succession au pouvoir. Dans plusieurs endroits, ce courant s'est concrétisé dans la formation de comités de masse réels sur la base de la plateforme de l'UOPDP. C'est la première fois en tout cas que la lutte contre l'électoratisme connaît depuis longtemps dans notre pays une telle ampleur.

Cette bataille politique nécessite des efforts financiers considérables. Les seuls frais engagés pour l'inscription des candidats, pour l'impression des professions de foi diffusées à des dizaines de milliers d'exemplaires dans les foyers ouvriers, etc... se montent à 8000 ou à 10 000 F par circonscription.

Les affiches et tracts centraux sortis par le Comité d'initiative nationale de l'UOPDP coûtent également fort cher. Depuis un mois l'imprimeur a dû payer chaque semaine pour près de 2 millions de centimes de

papier dont il demande bien entendu le paiement.

Hors la souscription, propre à l'UOPDP, et encore faible, et ces dépenses doivent être ainsi assurées en bonne part par le canal des souscriptions engagées par les deux quotidiens qui soutiennent l'UOPDP, « Le Quotidien du peuple » et « l'Humanité Rouge ».

Et encore, nous ne parlons pas ici du matériel sorti par nous-mêmes telles les affiches « Classe contre classe », signées « Humanité Rouge ».

Cette bataille politique, enfin, nous allons la continuer avec une ardeur accrue après les élections, que la majorité actuelle soit maintenue ou passe la main à une majorité de gauche. C'est pourquoi, l'objectif de la souscription nationale permanente pour 1978, sous les auspices de « l'Humanité Rouge », a été fixée à 100 millions de centimes, somme la plus forte depuis le début de notre parution. Nous lançons un appel pressant à tous nos lecteurs, amis et camarades pour se lancer dans cette bataille financière qui est nécessaire au succès de la bataille politique. Nous publierons au fur et à mesure les sommes perçues, mais auparavant nous allons à la demande de nombreux lecteurs publier chaque jour la fin de la liste pour les 60 millions versés durant l'année 1977.

Camarades et amis lecteurs, souscrivez, faites souscrire, cela est urgent ! Pour les 100 millions !

Marcellin cancanne

Maintenant qu'il est à la retraite, Marcellin, l'ancien premier flic de France, fait des révélations dans ses mémoires.

Ainsi, il vient de révéler que Chirac aurait dû être l'un des candidats à la présidence de la République en 1974. La mort imprévue de Pompidou a fait échouer le projet.

Toujours obsédé par Mai 1968 et la répression, il écrit dans ses mémoires à propos

de 1968 : « Pour échapper au cercle vicieux, il aurait fallu accompagner les mesures du maintien de l'ordre d'une action directe contre les organisations révolutionnaires et leurs chefs. »

Au passage, il dévoile que De Gaulle voulait aussi réprimer durement les luttes de Mai 1968, et que l'ancien président de la République, accusa Pompidou alors premier ministre, de faiblesse et d'avoir « tout laissé faire ».

RECTIFICATIF

Dans notre numéro 839, nous avons présenté Marcel Piton comme étant candidat de l'UOPDP dans le Gard. Or, il n'en est rien. Nous demandons à nos lecteurs du Gard de nous excuser de cette erreur qui est due à un manque de coordination. L'UOPDP ne présente aucun candidat dans le Gard.



Giscard d'Estaing, l'homme du trust Empain-Schneider, celui dont Mitterrand dit : « Ce n'est pas un ennemi ». Celui dont Marchais dit : « Qu'il reste président ».

le nomme premier ministre. Deuxième temps : Mitterrand fixe son programme et ses échéances. Troisième temps : sur cette base, il fait appel aux partis et parmi eux, au PCF. Tel est le schéma que voit Mendès-France.

Nous retrouvons-là l'idée d'un gouvernement d'unité nationale, d'union sacrée, sur laquelle nous avons déjà attiré l'attention de nos lecteurs.

Ce vaste rassemblement regrouperait : Giscard, l'homme des monopoles, Mitterrand et ses technocrates, Marchais et toute une partie de la bureaucratie syndicale.

Ce serait un peu un gouvernement à l'italienne comme celui que soutient l'homologue de Marchais, Berlinguer, et qui a, comme chacun sait, pour but de

idée de Mendès-France, c'est que pour que ce gouvernement de gauche fasse ses preuves, il faudra des mois, des années. Voici ce que dit cet ancien premier ministre.

Pour le SMIC à 2 400 F : « Si une mesure comme le SMIC peut se décider en une heure, la mise en œuvre et les effets des mesures qui en découlent ne sont pas aussi rapides et si simples ».

Pour les nationalisations, « La mutation structurelle est toujours délicate et demande du temps ». Prenant l'exemple des nationalisations de Renault et EDF, il précise : « Avant que ces grandes entreprises apportent des avantages qu'on ne peut nier, il a fallu de nombreux mois, voire des années ».

Pour les mesures fiscales (impôts) : « Même des réformes de ce genre, on ne peut les considérer comme des

Sur la base de quelles preuves saura-t-on qu'on peut y croire à ces progrès et à cette justice ? Mendès ne le dit pas.

Il compte beaucoup sur les chefs syndicalistes pour encadrer la classe ouvrière dans cette patiente attente :

dirigeants du PCF n'osent le nier ; tandis que d'autre part, on nous dit : « Ce n'est rien, faites confiance ! ».

Vous voyez une grande différence entre ce que Mendès-France annonce et ce que Barre fait en ce moment ?

Mitterrand confirme Marchais aussi

« Nous ne considérons pas Monsieur Valéry Giscard d'Estaing comme un ennemi (...). Nous cohabiterons dans un même pays, désireux de préserver le tissu national qui nous est commun ». Mitterrand confirme : en cas de gouvernement de gauche, il collaborera avec Giscard-président, au nom de l'intérêt national.

« Nous ne faisons pas du départ de Monsieur Valéry Giscard d'Estaing une condition pour la participation de ministres communistes au gouvernement » avait déclaré en janvier celui qui veut des « ministres communistes », Marchais.

Là, au moins, PS et PCF sont d'accord : un gouvernement de gauche avec la droite à la présidence de la République...

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Barre ment aux jeunes

Un jeune répond à Barre

Après avoir manipulé les chiffres du chômage en compagnie de Beullac, Raymond Barre, le « Madame Soleil » de l'économie capitaliste, continue sur sa lancée.

Samedi dernier, devant les jeunes giscardiens, il prenait la parole et déclarait bille en tête que la jeunesse d'aujourd'hui à la différence d'il y a trente ans, fréquentait désormais les mêmes collèges, s'habillait de la même manière, parlait avec le même accent. Et chemin faisant, il ajoutait « ... On vient nous parler de la lutte des classes. On nous dit qu'elle s'aggrave tous les jours. Où est la lutte des classes ? Tant pis pour Karl Marx s'il s'est trompé ».

Diable, quel homme ! Plus de lutte de classe, serait-ce le communisme sur la terre ? Non, Barre rêve et pratique l'amalgame.

Tous les jeunes fréquentent les mêmes collèges ? Faux et archi-faux. Les jeunes ouvriers ont le CET, à la rigueur le lycée technique d'État. Ils sortent avec un diplôme pour être... chômeurs. Les jeunes ouvriers sont apprentis et payés avec un lance-pierre. Les jeunes ouvriers, ils sont dans la rue à la recherche du travail quand ils ne sont pas jugés « capables » d'aller au CET ou au LTE.

Les jeunes bourgeois, eux, font du latin, du grec, fréquentent les lycées chics, ont des filières longues. M. Barre, combien de fils d'ingénieurs, d'architectes, de patrons sont apprentis au CET ? Vous qui collectionnez les statistiques, (truquées) avez-vous des chiffres (truqués) ?

Si les jeunes ouvriers et les jeunes bour-

geois ne fréquentent pas les mêmes collèges, c'est justement qu'ils appartiennent à des classes différentes.

Paraîtrait aussi que nous les jeunes on est à la « recherche d'une civilisation nouvelle », mais si ; paraîtrait aussi que ce serait « très beau » comme idéal.

Nous, ce qu'on veut d'abord, c'est du boulot, chez nous, sans discrimination. On ne veut pas être obligé de s'expatrier pour arriver dans les grandes villes et être chômeurs. On ne veut plus être exploité.

On veut la liberté de s'organiser, on veut les droits politiques à l'école et à l'armée.

Nous, les jeunes ouvriers, les fils de petits paysans, on sait ce que ça représente comme sacrifices pour les parents le lycée, le CET et la fac si on a la chance

d'y aller un jour. On sait que le père, il doit travailler au noir et que la mère aussi doit aller à l'usine. On sait aussi que la mère doit aller bosser si on veut continuer à cultiver la terre, notre terre. On sait tous les papiers qu'il faut pour avoir des bourses minables qu'on nous promet tout le temps de revaloriser.

Alors, nous, on veut que ça change, que les bourgeois exploitent tous leurs crimes. Notre « civilisation nouvelle » à nous, c'est une société où les exploités seront réduits à merci, où on aura du boulot, où on pourra vivre vraiment. Ce qu'on veut, c'est le socialisme et ça on sait que Barre n'en veut pas et qu'à ce seul mot, il tremble dans sa culotte. Oui, la lutte des classes existe, et Barre ne peut l'empêcher même en le criant très fort et très haut.



Les élèves du CET Saint-Étienne à Rennes dans une manifestation. La lutte de classe existe bel et bien !

La campagne de l'UOP prise sur le vif

• Montreuil

Samedi matin : au marché

C'est un marché comme beaucoup d'autres, gagné par l'animation du samedi matin. Nous sommes là avec un panneau ; à côté, il y a les anarchistes de la Fédération anarchiste et encore à côté les militants du PCF.

Ils ont l'air un peu sur la défensive, repliés sur eux et n'arrêtent pas pendant toute la diffusion de chuchoter entre eux à voix basse... pendant que les travailleurs passent. Un moment, ils sont regonflés ; c'est le maire qui passe avec une camionnette et qui fait une intervention au micro. Mais les gens continuent à faire leurs courses tranquillement ; il y en a peu qui font attention à eux, quelques-uns seulement qui viennent signer les pétitions. Ils en sont réduits à accrocher les vieux qui se déplacent difficilement pour

leur dire « Dimanche, il faudra voter ».

On discute avec l'un d'entre eux. Quand on lui parle de l'attitude du PCF par rapport à la lutte des résidents des foyers Sonacotra à Montreuil, il n'en croit pas ses oreilles. Pour lui, il est persuadé que son parti est à la tête ou soutient aux travailleurs immigrés.

On discute aussi avec les militants de la Fédération anarchiste. Bien sûr, ils sont anarchistes, mais ils se posent pas mal de questions, on échange nos journaux avec eux. On discute pas mal aussi avec les travailleurs et les ménagères qui passent et font leurs courses. On diffuse, ou dans certains cas, on distribue des journaux qui parlent de notre ville et de l'UOPDP.

C'est surtout, avec les hommes de quarante à cin-

quante ans que l'on discute le plus.

L'un d'entre eux, ancien résistant, raconte comment « tous ceux qui n'ont rien fait pendant la Résistance, ils ont maintenant leur brevet de résistant dans la poche ». Et nombre de ceux-là sont au PCF maintenant. Un autre ouvrier nous pose la question « Mais comment est-ce que nous, simples ouvriers, on pourrait diriger les affaires du pays ? ». Du découragement, du défaitisme ? Il y en a certes chez ces ouvriers qui ont vu brader les luttes qu'ils ont menées ; mais aussi beaucoup de questions qui resurgissent devant la carence de celui-ci qu'ils pensaient être le parti des ouvriers. Voilà ce qu'on a constaté sur le marché de Montreuil et à quoi on a essayé de répondre à travers les discussions.

• Paris

«Aujourd'hui on discute»

Cela fait déjà plusieurs mois que l'on discute avec ce responsable du PCF. Il doit être secrétaire de cellule ou avoir un poste un peu plus élevé, dans le nord de Paris.

Nous l'avons revu à un meeting du PCF vendredi dernier, dans le nord de Paris. Et nous avons repris la discussion. Plus au niveau économique cette fois.

— Supposons que la gauche prenne le pouvoir. Vous confisquez quelques usines à quelques grands patrons. Vous nationalisez. Cela permettra au maximum, avec les autres mesures, de relancer le cycle consommation et production pendant deux ans. Et après ?

— Après, on verra. Il faut commencer par quelques choses. Ce que tu ne vois pas, c'est qu'aujourd'hui, vingt-cinq grands groupes économiques dirigent le pays, c'est le capitalisme monopoliste d'État.

— Ce n'est pas nouveau,

cela, Lénine en parlait déjà en 1917. Mais même si tu nationalises ces vingt-cinq monopoles, tu ne changes en rien la structure du capitalisme.

Il s'embrouille un peu dans ses arguments. Nous passons à des choses plus concrètes : la lutte des immigrés de la Sonacotra. Il n'a plus aucun argument, même s'il reste sur ses positions.

— De toute façon, il fut continuer à discuter, dit-il.

— Vous n'avez pas toujours dit cela, au PCF. On se souvient de l'époque où le service d'ordre du PCF ou de la CGT nous agressait. De l'époque où Marchais nous traitait de gauchistes-Marcélin, de gau-

chistes-fascistes, d'agents du gouvernement...

Un peu ennuyé par ce rappel, il finit par dire :

— Oui, on a été sectaires, mais aujourd'hui, ce n'est plus pareil. Il faut discuter. Il y a déjà longtemps que l'on essaie de faire cela, c'est la ligne du XXIIe congrès.

Un peu plus tard, un militant ouvrier du PCF nous expliquera que c'est ce que Marchais a dit : l'Union de la gauche, c'est large, il y a de la place pour tout le monde. Il faut discuter avec les gauchistes aussi.

Jamais nous ne rentrerons dans l'Union de la gauche de Marchais, Mitterrand et Fabre. Mais si la discussion est ouverte, nous discuterons, avec les militants de base (et même responsables locaux) du PCF. Car la révolution que nous préparons chaque jour, c'est aussi avec eux que nous la ferons.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

• ANGERS

Des entreprises qui ferment Des luttes de plus en plus longues

Le Maine-et-Loire compte environ 650 000 habitants

Angers, la capitale du département concentre 150 000 travailleurs. Zone essentiellement rurale, l'industrialisation y est encore faible malgré un développement important depuis une quinzaine d'années. Thomson (téléviseurs) : 2 800 travailleurs, Bull (ordinateurs) : 2 700 travailleurs et DBA (freins automobiles) : 1 800 travailleurs.

Près d'Angers, à Trélazé, (qui se trouve dans la 2e circonscription où l'UOPDP présente des candidats) se trouve le secteur le plus ancien : les ardoisières. L'extraction de l'ardoise se fait dans des mines avec des conditions d'hygiène et de sécurité lamentables : risques d'écrasement par des rochers, silicose (absorption de poussières...) C'est à Trélazé que le PCF exerce sa plus grande influence et dirige la municipalité de gauche.

palité de gauche.

En dehors des mines d'ardoises, la classe ouvrière est jeune, sans grande tradition de lutte ; mais la dure exploitation que font peser les capitalistes de la région (mauvaises conditions de travail dans le bâtiment, salaires très bas, temps de transport important : les boîtes reculent souvent sur un rayon de 30 km) fait que cette situation évolue. La faible audience

des révisionnistes renforce cette évolution. La dure lutte de Soretex (ascenseurs) en 1974 est toujours présente dans les esprits (séquestration des directeurs, 6 travailleurs jugés dans le cadre de la loi scélérate dite « anticasseurs »).

La crise économique a particulièrement touché notre région : 10 669 demandeurs d'emploi en décembre 1977 (d'après les chiffres officiels) dont 5 933 sur la seule ville d'Angers.

La situation continue de se dégrader par exemple dans le bâtiment : après Pouteau en 1976, c'est Le Troquier, Praizelin, Batipose... Il faut ajouter le chômage partiel qui a touché ou qui touche toutes les boîtes.

Les luttes récentes montrent une exacerbation de la contradiction bourgeoisie-prolétariat : les conflits sont de plus en plus longs, la solidarité de classe se noue. Peu de luttes sont encore victorieuses (parmi les luttes victorieuses, il faut citer celles des mécanos, celle des employés de chez Carrefour).

Les autres conflits remportent des demi-succès, voire encore plus souvent des défaites. Mais à travers ces batailles, la jeune classe ouvrière angevine s'aguerrit et se prépare pour les luttes futures. Ce travail persévérant est engagé par les marxistes-léninistes et des militants syndicalistes CFDT se battant sur la ligne classe contre classe.

Les paysans dans la lutte

Interview d'un syndicaliste

Paysans-Travailleurs du Maine-et-Loire

« Dans le Maine-et-Loire, des paysans ont quitté la FDSEA en 1975. Une partie importante du CDJA les a rejoints depuis.

Q : Combien êtes-vous actuellement dans le département ?

— Plus de 200, mais dans les luttes, on regroupe beaucoup plus de monde. Cependant, on reste encore trop un syndicat de « militants ».

Q : Comment l'expliquez-vous ?

— On n'a pas une base assez importante. Les petits paysans sans formation, isolés, sont manipulés par les gros propriétaires, les firmes capitalistes qui entretiennent chez eux la défense de la propriété privée. Ils sont récupérés par les services de la FDSEA (renseignements divers, service juridique, presse départementale...)

Q : Quels moyens vous donnez-vous pour transformer cela ?

— C'est en défendant ces petits paysans qu'on les dégagera des syndicats réactionnaires, en leur montrant que c'est par la lutte que l'on gagne et que la FDSEA ne les défend pas, c'est par le rôle des Paysans-Travailleurs dans ces luttes.

Q : Quelles sont vos dernières luttes ?

— Il y a les luttes sur le foncier contre les cumulars les luttes contre les trusts agro-alimentaires et leurs contrats d'intégration liant les producteurs à leurs ali-



Manifestation à Laval contre une société d'aliment du bétail : la Wessafic. Dans le Maine-et-Loire, la lutte des paysans contre une société du même type, l'UFFAC, a permis que les frais de procès et les pertes des agriculteurs soient remboursés.

ments pour bétail, la lutte contre la taxe de coresponsabilité (pour les producteurs laitiers) bien que les coopératives ne la prélèvent pas actuellement dans la région.

Q : Quelles sont les difficultés rencontrées dans les luttes sur le foncier ?

— C'est la loi, le code rural qui permet aux propriétaires de reprendre une terre pour y installer son fils dans les cinq ans.

— C'est la FDSEA qui sabote les luttes, s'oppose par

tous les moyens aux Paysans-Travailleurs, les empêche de poser les problèmes de fond.

Ces luttes ont permis de freiner l'appétit des cumulars et de renforcer l'unité et la force des petits paysans.

Le problème foncier est important dans le Maine-et-Loire car les surfaces sont très petites. Beaucoup pensent que le moyen de s'en

sortir est d'acheter des terres et de se débrouiller seul.

Q : Peux-tu revenir sur les luttes contre les trusts d'aliments pour bétail et les contrats d'intégration ?

— Une lutte importante a eu lieu contre une société d'aliments pour bétail ; l'UFFAC, après que des veaux soient morts car la firme qui avait été livrée était avariée ; les Paysans-Travailleurs ont fait une manifestation de masse contre le distributeur régional et ont organisé les producteurs intégrés concernés. Les frais de procès et les pertes des

agriculteurs ont été remboursés.

Une autre lutte a eu lieu contre un autre distributeur de farine (Perdiau) qui avait acculé à la faillite une famille d'agriculteurs. Ceux-ci devaient 40 000 F de dettes. Les Paysans-Travailleurs sont allés le trouver en lui disant que s'il n'arrêtait pas les poursuites, il allait entendre parler des Paysans-Travailleurs. Il a eu peur et a payé les dettes des agriculteurs.

LES CANDIDATS DE L'UOPDP

Michel Métivier

Candidat dans la 2e circonscription du Maine-et-Loire



Michel Métivier, 28 ans, cheminot, angevin d'origine, il est issu du milieu ouvrier.

Il commence ensuite en Nouvelle Calédonie à effectuer son service militaire. Puis il décide d'y rester trois ans en tant que civil, où il exerce divers métiers d'employés. Là-bas, il est co-fondateur d'un journal d'opposition ouvert aux idées progressistes et révolutionnaires. Face à l'impérialisme français, le journal affirme la nécessité de lutter pour l'indépendance du pays. Il contribue à la formation d'un pôle révolutionnaire, au rapprochement des ethnies face à l'administration coloniale, raciste.

De retour en France, fin 1974, il entre aux chemins de fer. Militant syndical, et révolutionnaire, il a souvent eu à s'affronter au patronat et à son État, tout en combattant la ligne révisionniste de capitulation.

Benoît Depierre

Suppléant

28 ans, marié, père de deux enfants, postier. Militant syndical et révolutionnaire, il a participé activement à toutes les grandes luttes de postiers, notamment en 1974.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Angers

Des entreprises qui ferment des luttes de plus en plus longues

Interview d'un militant syndical de chez Pouteau

Le groupe Pouteau est une entreprise du bâtiment ayant des agences à Angers, Laval, Rennes et Nantes et ayant été liquidée en 1976.

A partir de 1972, le groupe Pouteau investit et augmente la taille de son entreprise qui passe de 600 à 1 800 travailleurs. Cette augmentation de la taille de l'entreprise va de pair avec un accroissement de l'exploitation des travailleurs (salaires, sécurité...), mais aussi avec un accroissement de la riposte des travailleurs. Ce sont pendant trois-quatre ans de nombreuses grèves pour faire respecter les règles d'hygiène et de sécurité.

En 1976, et sans prévenir, c'est le dépôt de bilan et les travailleurs ripostent immédiatement en occupant l'usine et les bureaux en septembre 1976.

L'occupation va durer deux mois, malgré les menaces. Les travailleurs auront obtenu le paiement des deux mois de grève et de deux mois de préavis.

- Q : Peux-tu nous dire quel bilan vous avez fait de cette lutte, comment vous analysez cette issue du conflit ?

Dès le début, l'UD-CGT a dit textuellement à la réunion du CE qu'il valait mieux licencier 300 salariés et que l'entreprise continue.

80 % du personnel. Il y a eu un comité de soutien ouvert à tous, ce qui n'a pas plu à l'UD-CGT parce qu'il y avait des militants d'extrême-gauche.

Il y avait 80 % d'immigrés qui participaient à la lutte comme les Français.

Les directions syndicales

chômeurs. Il a été mis en place un comité de chômeurs CFDT ; il y avait un comité de chômeurs CGT. Mais pour la base, aucun lien pour les luttes. Ces comités de chômeurs ont un rôle d'assistante sociale. Les chômeurs ne voyaient pas l'utilité d'aller dans ce comi-



Aucune réponse valable aux revendications si ce n'est qu'il ferait un effort pour les cantines gratuites ; et ce n'est pas vrai, parce qu'on s'aperçoit que sur Angers, il n'y a que 26 familles qui ont droit à la gratuité de la cantine sur les 7 000 chômeurs de l'agglomération.

Les travailleurs aperçus qu... de gauche, il n'y avait aucun changement, au contraire, les contacts étaient plus durs : lorsque la délégation a été reçue par Michel Bouet du PCF, adjoint au maire, il a dit : « Je ne reçois qu'une délégation de cinq pas plus ».

On a dit au maire : « Il y a tel et tel local vide qui peuvent être rénovés par les chômeurs ». Le maire n'a pas voulu céder. Le comité de chômeurs a décidé d'occuper un local vide. Et la municipalité de gauche a appelé la police pour évacuer les chômeurs.

Demain

Rouen



La CFDT, majoritaire, a toujours eu comme politique de dire non aux licenciements, et nous, on a voté contre les licenciements.

La CGT est intervenue à la réunion de CE par l'UD, ce qui n'est pas une chose normale : ce n'est même pas les délégués de l'entreprise qui sont intervenus, et ça, sans l'avis des délégués. Suite à cela, le délégué CGT a donné sa démission et beaucoup de CGT ont rejoint la CFDT.

Lors de la lutte, il y avait des assemblées générales tous les matins à 9 h avec

ne prennent pas les luttes à cœur. Le conflit Pouteau a été mené par la base, par les sections syndicales et les UL et les UD n'ont pas soutenu comme il le fallait. Si les UD soutenaient net, les luttes ne finiraient pas comme nous avons fini. Pour les directions syndicales, c'étaient les élections qui étaient en vue.

- Q : Peux-tu parler de ce qui s'est passé ensuite, du comité de chômeurs ?

Le chômage augmentait de plus en plus. Les travailleurs demandaient aux UL ce qu'ils faisaient pour les

té. C'est pour ça que plusieurs chômeurs ont décidé de former leur propre comité de chômeurs, ouvert à tous les chômeurs. Il a commencé à 7-8 membres et s'est élargi à une trentaine.

Ce comité est intervenu plusieurs fois à la mairie pour différentes revendications (transports et cantines scolaires gratuites, un local pour le comité, pas d'expulsion, pas d'impôts locaux...) et la mairie les a reçus plutôt mal, tout en étant une mairie de gauche.